

Les nouvelles de l'Unesco

Unesco News

21 mai 1984 — No 128 — 21 May 1984

Au Conseil exécutif

At the Executive Board



Les travaux de la 119e session du Conseil exécutif ont été inaugurés le 9 mai sous la présidence de M. Patrick Seddoh (Ghana), et en présence de M. Saïd M. Tell (Jordanie), président de la Conférence générale.

Le Conseil, qui compte désormais 51 membres, tient ses réunions dans une salle rénoverée dont la capacité globale a été portée de 232 à 279 places.

Comme à l'accoutumée, le Directeur général a présenté, dès le premier jour, son rapport oral sur l'activité de l'Organisation depuis la précédente session du Conseil, qui s'était tenue du 30 novembre au 1er décembre 1983.

Depuis la présentation de son dernier rapport oral, Saint-Christophe-et-Nevis a adhéré à l'Unesco, portant ainsi à 161 le nombre des Etats membres, alors que les Antilles néerlandaises et les Iles Vierges britanniques devenaient Membres associés, ce qui porte à trois le nombre de Membres associés de l'Unesco.

Vingt et un nouveaux délégués permanents ont en outre été nommés, tandis que 17 ont terminé leurs missions.

The 119th session of the Executive Board opened on 9 May under the chairmanship of Mr Patrick Seddoh (Ghana) and in the presence of Mr Said M. Tell (Jordan), President of the General Conference.

The Board, now composed of 51 members, is holding its meetings in a renovated room where the seating capacity has been increased from 232 to 279.

As usual, on the first day the Director-General presented his oral report on the activities of the Organization since the Board's previous session, which was held from 30 November to 1 December 1983.

Since his last oral report, Saint Christopher and Nevis had joined Unesco, thus bringing to 161 the number of Member States, while the Netherlands Antilles and the British Virgin Islands had become Associate Members, bringing the number of Associate Members of Unesco to three.

Twenty-one new permanent delegates had been appointed, while 17 had completed their terms of office.

Après avoir déploré la perte de M. Khalifa Al-Mubarak, ambassadeur des Emirats arabes unis en France et délégué permanent auprès de l'Unesco, le Directeur général a évoqué le violent cyclone qui s'est abattu sur le nord et l'ouest de Madagascar et a proposé de lancer un appel à la communauté internationale, auquel s'associerait le Conseil, en vue de venir en aide à ce pays.

Le Directeur général a ensuite évoqué la communication qu'il a reçue de la part du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, M. George Shultz, lui notifiant l'avis du retrait de son pays à compter du 31 décembre 1984 (voir no 124 des *Nouvelles de l'Unesco*) et la lettre du ministre du développement outre-mer du Royaume-Uni, M. Timothy Raison, qui contient diverses observations relatives au programme et au fonctionnement de l'Unesco. Les deux communications font chacune l'objet d'un point distinct de l'Ordre du jour du Conseil. Il a également informé le Conseil exécutif que le gouvernement des Philippines lui avait communiqué le texte d'un amendement qu'il souhaiterait voir introduire à l'Article II, paragraphe 6, de l'Acte constitutif de l'Unesco — paragraphe qui a trait au retrait d'un Etat membre de l'Organisation. Selon la procédure habituelle, cette proposition sera communiquée à tous les Etats membres et elle sera examinée par la Conférence générale lors de sa prochaine session ordinaire.

Evoquant les activités menées depuis la 118e session du Conseil au titre de l'exercice 1981-1983, le Directeur général a souligné que la Conférence internationale d'Etats qui s'est réunie en décembre 1983 à Bangkok avait adopté une convention régionale sur la reconnaissance des études, des diplômes et des grades de l'enseignement supérieur en Asie et dans le Pacifique. Toutes les régions étant désormais couvertes par des conventions du même type, il est permis d'envisager la possibilité de préparer une convention universelle qui faciliterait, à l'échelle mondiale, la circulation des étudiants, des chercheurs et des professeurs.

Après avoir informé les membres du Conseil que le Soudan avait proposé d'abriter la cinquième Conférence régionale des ministres de l'éducation et des ministres chargés de la planification économique dans les Etats arabes (MINEDARAB V), le Directeur général a passé en revue les résultats de la septième session du Comité du patrimoine mondial, tenue du 5 au 9 décembre 1983 près de Florence (Italie); de la réunion d'experts organisée au Siège, également du 5 au 9 décembre, pour examiner l'application des instruments relatifs à l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique et culturel et enfin du colloque sur l'impact culturel, social et économique des nouvelles technologies de la communication, organisé à Rome du 12 au 16 décembre 1983.

Il a rappelé que, lors de sa septième session, le Comité du patrimoine mondial a inscrit sur la Liste du patrimoine mondial 29 sites culturels ou naturels situés dans 14 pays, ce qui porte à 165 le nombre des biens relevant actuellement de la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel.

The Director-General expressed his and the Organizations's grief at the death of Mr Khalifa Al-Mubarak, Ambassador of the United Arab Emirates to France and permanent delegate to Unesco. He also mentioned the violent cyclone which had hit northern and western Madagascar, and proposed to launch an appeal to the international community to come to the country's aid. He said that the Board may wish to associate itself with such an appeal.

The Director-General then spoke about the communication he received from the Secretary of State of the United States of America, Mr George Shultz, giving notice of his country's withdrawal from the Organization on 31 December 1984 (see No. 124 of *Unesco News*) and the letter from the Minister for Overseas Development of the United Kingdom, Mr Timothy Raison, containing a number of observations on Unesco's programme and operating procedures. Each of the two communications was the subject of a separate item on the Board's agenda. He also informed the Executive Board that the Government of the Philippines had sent him the text of an amendment it wished to see introduced in Article II, paragraph 6, of the Constitution of Unesco; the paragraph deals with the withdrawal of a Member State from the Organization. In accordance with the customary procedure, this proposal will be communicated to all Member States and will be considered by the General Conference at its next ordinary session.

Referring to the activities carried out since the 118th session of the Board in the context of the programme for 1981-1983, the Director-General spoke about the International Conference of States held in Bangkok in December 1983 which had adopted the Regional Convention on the Recognition of Studies, Diplomas and Degrees in Higher Education in Asia and the Pacific. With all the regions of the world thus covered by similar conventions, it was now possible to envisage the drafting of a universal convention which would facilitate the mobility of students, researchers and teachers.

The Director-General informed the members of the Board that Sudan had proposed to host the fifth Regional Conference of Ministers of Education and Those Responsible for Economic Planning in the Arab States (MINEDARAB V). He then reviewed the results of the seventh session of the World Heritage Committee, held from 5 to 9 December 1983 near Florence (Italy), the meeting of experts organized at Headquarters, also from 5 to 9 December, to consider the application of instruments governing the importation of educational, scientific and cultural materials, and lastly, the symposium on the cultural, social and economic impact of communication technologies, which was organized in Rome from 12 to 16 December 1983.

He recalled that during its seventh session, the World Heritage Committee added 29 cultural or natural sites in 14 countries to the World Heritage List, bringing to 165 the number of properties which now came under the Convention concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage.



Après avoir énuméré les différentes cérémonies et commémorations qui ont eu lieu au Siège, M. M'Bow a indiqué qu'il comptait soumettre au Conseil des propositions concrètes en vue, d'une part, de consolider et — le cas échéant — de compléter les règles concernant l'octroi du patronage de l'Unesco; et, d'autre part, d'envisager d'autres formes de soutien à des manifestations ou activités qui présentent un intérêt évident pour l'Organisation et sont conformes à ses objectifs.

Passant au chapitre des résultats financiers de l'exercice 1981-1983, le Directeur général a précisé, sur la base des comptes provisoires non encore certifiés, que le total des dépenses encourues pour les Titres I à VII du budget se chiffrait à 554.981.599 dollars, soit 99,9% des crédits. Les dépenses effectuées au titre des programmes extra-budgétaires se sont élevées à 313.771.000 dollars, soit 83% des estimations. Le Directeur général a souligné à ce propos la réduction des projets financés par le Programme des Nations Unies pour le développement. Le programme des fonds-épargne a enregistré en revanche une hausse continue, puisque les dépenses engagées à ce titre ont dépassé de près de 66 % les estimations initiales.

Abordant l'exécution du Programme et budget pour 1984-1985, le Directeur général a indiqué que les premiers mois de l'année ont été consacrés comme à l'accoutumée à divers travaux destinés à préparer la mise en oeuvre du nouveau programme, et notamment à l'élaboration des détails des activités du programme (PAD) pour 1984.

M. M'Bow a ensuite annoncé les dispositions qu'il avait l'intention de prendre en vue de renforcer et d'améliorer l'action de l'Organisation. Le moment est venu, a-t-il dit, de procéder à un nouveau réajustement des structures du Secrétariat, "à la lumière de l'expérience acquise au cours des dernières années, et compte tenu des exigences propres au nouveau Plan à moyen terme et aux nouveaux programmes biennaux".

Cette restructuration, a-t-il précisé, devrait viser quatre objectifs: 1) adapter les structures administratives aux exigences de l'exécution d'un programme nouveau, organisé par grands programmes et non par secteurs et dont le contenu est largement interdisciplinaire; 2) assurer une meilleure articulation du programme ordinaire et des activités relevant des programmes extrabudgétaires; 3) assurer une efficacité accrue dans la mise en oeuvre des activités et dans l'utilisation des ressources humaines et financières de l'Organisation; 4) redresser quelques situations de "dysfonctionnement" qui sont apparues dans certaines unités du Secrétariat.

En ce qui concerne le personnel, le Directeur général a fait part au Conseil de son intention de réunir prochainement un groupe de travail consultatif mixte, composé de personnalités extérieures à l'Organisation et de fonctionnaires du Secrétariat. Ce groupe devra faire au Directeur général, avant la 120e session du Conseil, des recommandations dont la mise en oeuvre pourrait intervenir rapidement.

Evoquant la question de la décentralisation, le Directeur général a rappelé l'objectif à atteindre:

Mr M'Bow reviewed the various ceremonies and commemorations which had taken place at Headquarters. In this connection, he said he intended to put forward specific proposals to the Board with the aim, on the one hand, of consolidating and where necessary amplifying the rules governing the granting of Unesco patronage, and, on the other hand, of looking into other forms of support for events or activities which were clearly of interest to the Organization and were fully in accordance with its objectives.

Turning to the financial results of the 1981-1983 triennium, the Director-General indicated that, on the basis of provisional accounts which have not yet been certified, the total expenditure incurred under Parts I to VII of the budget amounted to 554,981,599 dollars, or 99.9% of the appropriations. Expenditure under the extra-budgetary programmes reached 313,771,000 dollars, or 83% of the estimated figure. In this connection, the Director-General underlined the reduction in the projects financed by the United Nations Development Programme. The funds-in-trust programme, on the other hand, registered a continuous advance, since expenditure under this programme exceeded initial estimates by nearly 66%.

As to the execution of the Programme and Budget for 1984-1985, the Director-General pointed out that, as usual, the first months of the year had been devoted to a variety of work preparatory to the implementation of the new programme, in particular the elaboration of the Programme Activity Details (PADs) for 1984.

Mr M'Bow then announced the measures which he intended to take in order to strengthen and improve the action of the Organization. He felt that the time had come to reorganize the structure of the Secretariat once more "in the light of the experience of recent years and taking account of the specific requirements of the new Medium-Term Plan and the new biennial programmes".

This restructuring, he said, should have four objectives: 1) to adapt the administrative structure to what was required for the execution of the new programme, organized in major programmes rather than sectors, and with a broadly interdisciplinary content; 2) to ensure better co-ordination between the regular programme and the activities covered by extra-budgetary programmes; 3) to ensure greater effectiveness in the implementation of activities and in the use of the Organization's human and financial resources; 4) to correct some "dysfunctional" situations which had arisen in certain units of the Secretariat.

Concerning the staff, the Director-General informed the Board of his intention to convene, in the near future, a joint advisory working group comprising persons from outside the Organization as well as Secretariat staff members. The group will be required to make recommendations to the Director-General before the 120th session of the Board, with a view to their rapid implementation.

Speaking about decentralization, the Director-General recalled the objective to be achieved: to



disposer dans chaque région d'un réseau solidement intégré comportant un bureau régional dont les compétences s'étendraient à tous les domaines d'activités de l'Organisation, un certain nombre de bureaux sous-régionaux dont les attributions seraient également diversifiées, et enfin quelques représentants affectés à tel ou tel pays particulier.

Le Directeur général a toutefois attiré l'attention sur la nécessité d'éviter certains écueils dans la mise en oeuvre de la politique de décentralisation. "Décentraliser l'action de l'Unesco, a-t-il notamment souligné, ce n'est pas faire éclater l'Organisation entre les diverses régions, mais reconnaître que certaines de ses tâches s'accomplissent avec plus d'efficacité si l'appareil chargé de les exécuter se trouve plus proche des Etats membres."

Faisant état des progrès accomplis dans ce domaine, le Directeur général a indiqué que dans le secteur de l'éducation, 35,3 % des activités programmées et 46,9 % du personnel étaient décentralisés. Pour les sciences exactes et naturelles, ces chiffres sont de 25,1 % et 35,5 % respectivement.

A ce propos, M. M'Bow a informé le Conseil que le Bureau de l'Unesco pour les Etats du Pacifique, implanté à Apia, au Samoa occidental, venait d'entrer en fonction, et qu'un représentant de l'Unesco pour la science et la technologie en Chine devait arriver à Beijing très prochainement.

Le Directeur général a ensuite indiqué que, conformément à l'usage, il s'était adressé aux Etats membres et aux organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales pour les consulter au sujet du Projet de programme et de budget pour 1986-1987 (23 C/5). Le questionnaire qu'il leur a adressé à cet effet vise essentiellement à recueillir des avis et suggestions quant aux moyens de renforcer la concentration du programme et d'assurer une efficacité aussi grande que possible dans son exécution. Les réponses ont été demandées pour le 30 juin 1984. Une synthèse de ces réponses sera établie dans le rapport sur l'élaboration du Projet de programme et de budget pour 1986-1987 que le Directeur général présentera au Conseil exécutif à sa 120e session.

Toujours dans la perspective de la préparation du 23 C/5, le Directeur général a informé le Conseil qu'il envisageait de créer au sein du Secrétariat un groupe interne de travail chargé de procéder à un examen critique du programme en cours. Ce groupe aura notamment pour mandat d'identifier tous les risques de doubles emplois entre les diverses parties du programme et de procéder à une étude des priorités qui pourraient être retenues pour l'élaboration du Projet de programme et de budget pour 1986-1987.

En vue de parvenir à une transparence accrue du budget, le Directeur général a annoncé sa décision de constituer un groupe consultatif mixte composé d'experts de haut rang et de spécialistes du Secrétariat afin, d'une part, de procéder à un examen d'ensemble des techniques budgétaires et, d'autre part, de présenter des propositions concernant l'application de ces techniques et la présentation des données budgétaires dans le cadre du Projet de programme et de budget pour 1986-1987.

have a firmly integrated network in each region, comprising a main regional office with terms of reference covering all the Organization's fields of activity, a certain number of subregional offices with equally wide-ranging responsibilities, and a number of representatives assigned to individual countries.

However, the Director-General pointed out the need to avoid certain pitfalls in the implementation of the decentralization policy. "Decentralizing Unesco's activities", he stressed, "does not mean splitting the Organization among the different regions, but recognizing that some of its tasks might be carried out more effectively if the mechanism responsible for implementing them were closer to the Member States concerned."

Reviewing progress accomplished in this area, the Director-General indicated that in the education sector, 35.3% of the programmed activities and 46.9% of the staff were decentralized. In the case of the natural sciences, these figures were 25.1% and 35.5% respectively.

In this context, Mr M'Bow informed the Board that the Unesco Office for the Pacific States, established in Apia in Western Samoa, had just become operational, and that a Unesco representative for science and technology in China would arrive in Beijing shortly.

The Director-General then told the Board that, as usual, he had contacted the Member States and international governmental and non-governmental organizations in order to consult them on the Draft Programme and Budget for 1986-1987 (23 C/5). The aim of the questionnaire he had sent them for this purpose was to seek their views and suggestions concerning the means of increasing programme concentration and ensuring maximum effectiveness in its implementation. Replies to the questionnaire are to be sent by 30 June 1984. A synthesis of the replies will be included in the report on the preparation of the Draft Programme and Budget for 1986-1987 which the Director-General is expected to submit to the Executive Board at its 120th session.

Also in connection with the preparation of the 23 C/5, the Director-General informed the Board that he planned to form a working group within the Secretariat which will conduct a critical examination of the current programme. The mandate of this group will include identifying all the possible areas of overlapping between different parts of the programme and considering what priorities could be set for the preparation of the Draft Programme and Budget for 1986-1987.

With a view to achieving increased budgetary transparency, the Director-General said that he proposed to form a joint advisory group made up of high-level experts and specialists from the Secretariat in order, on the one hand, to conduct a general examination of budgetary techniques and, on the other, to submit proposals concerning the application of these techniques and the presentation of budgetary data in the framework of the Draft Programme and Budget for 1986-1987.



Après avoir insisté sur l'importance de l'évaluation, le Directeur général a fait part de son intention de faire appel à un groupe d'experts qui devraient être des spécialistes en matière de programmation et d'évaluation, tout en étant familiers avec les domaines de compétence de l'Organisation.

Il a désigné un domaine particulier pour lequel la nécessité d'une évaluation a été soulignée récemment par la Conférence générale: celui de l'information du public. Il a indiqué qu'il envisageait de réunir très prochainement un groupe consultatif, composé de personnalités particulièrement qualifiées dans le domaine de l'information, et qui serait chargé de formuler des suggestions et des recommandations en vue d'accroître l'efficacité des services d'information du public.

Abordant les activités menées au titre de l'exercice 1984-1985, le Directeur général a rendu brièvement compte des travaux de trois réunions récentes: la sixième session du Conseil intergouvernemental du Programme hydrologique international tenue au Siège du 27 au 30 mars; la dix-septième session du Conseil exécutif de la Commission océanographique intergouvernementale, tenue également au Siège du 31 janvier au 9 février, et la cinquième session du Conseil intergouvernemental du Programme international pour le développement de la communication (PIDC), qui s'est réuni, au Siège, du 3 au 9 mai.

S'agissant du PIDC, M. M'Bow a indiqué que le nombre des projets soumis à son Conseil intergouvernemental était en forte augmentation; en revanche, les crédits se révèlent de plus en plus insuffisants pour satisfaire toutes les requêtes présentées au titre du Compte spécial.

A propos des conférences internationales prévues dans le cadre de l'exercice biennal en cours, le Directeur général a annoncé que la quatrième Conférence internationale sur l'éducation des adultes serait organisée au Siège dans le courant du premier semestre de 1985.

Par ailleurs, la Conférence internationale de l'éducation tiendra sa 39e session du 16 au 25 octobre à Genève. Son thème spécial sera consacré, cette année, à la généralisation et à la rénovation de l'enseignement primaire dans la perspective d'une initiation scientifique et technique appropriée.

Conformément à une résolution de la Conférence générale, adoptée lors de sa vingt-deuxième session, le Directeur général a informé le Conseil exécutif de l'évolution de la situation relative au patrimoine culturel de Jérusalem.

Il a fait état de plusieurs communications qui lui ont été adressées pour attirer son attention sur la découverte d'explosifs dans l'enceinte du Haram-Al-Sharif dans la nuit du 26 au 27 janvier 1984. Le Directeur général a chargé son représentant spécial de se rendre à Jérusalem; il fera rapport sur les informations qui seront en sa possession à ce sujet à la prochaine session du Conseil exécutif.

Le Directeur général a ensuite informé le Conseil des communications qui lui ont été adressées pour attirer son attention sur la décision des autorités militaires israéliennes de fermer l'Université de

After emphasizing the importance of evaluation, the Director-General said that he intended to call on a group of experts who should be specialists in programming and evaluation and at the same time familiar with the Organization's fields of competence.

He made reference to a particular field in which the need for evaluation had been recently stressed by the General Conference: that of public information. He said that he was considering bringing together in the very near future an advisory group composed of individuals who were particularly well qualified in the field of information and who would make suggestions and recommendations with a view to increasing the effectiveness of public information services.

Turning to activities carried out under the programme for 1984-1985, the Director-General gave a brief account of the work of three recent meetings: the sixth session of the Intergovernmental Council of the International Hydrological Programme held at Headquarters from 27 to 30 March; the seventeenth session of the Executive Council of the Intergovernmental Oceanographic Commission held at Headquarters from 31 January to 9 February; and the fifth session of the Intergovernmental Council of the International Programme for the Development of Communication (IPDC), which took place at Headquarters from 3 to 9 May.

Regarding the IPDC, Mr M'Bow indicated that the number of projects submitted to its Intergovernmental Council was increasing considerably, while there were less and less funds to meet all the requests submitted under the Special Account.

As to the international conferences which are to be organized during the current biennium, the Director-General announced that the fourth International Conference on Adult Education will be held at Headquarters in the first half of 1985.

Furthermore, the International Conference on Education will hold its 39th session from 16 to 25 October in Geneva. Its special theme this year will be the universalization and renewal of primary education in the perspective of an appropriate introduction to science and technology.

In accordance with a resolution of the General Conference adopted at its twenty-second session, the Director-General informed the Executive Board of developments in the situation concerning the cultural heritage of Jerusalem.

He mentioned the several communications he had received drawing his attention to the fact that explosives had been found within the Haram Al-Sharif during the night of 26 to 27 January 1984. The Director-General said that he had instructed his special representative to go to Jerusalem, and that he would present a report on any information he will receive on the subject at the next session of the Executive Board.

The Director-General then informed the Board of the communications addressed to him concerning the decision of the Israeli military authorities to close Bir Zeit University on the West



Bir Zeit en Cisjordanie. Suite à ces communications, le Directeur général a adressé le 9 avril au ministre israélien des affaires étrangères un télégramme dans lequel il rappelle le souci de la communauté internationale de voir les populations des territoires arabes occupés bénéficier du même droit que tous les autres peuples à une éducation conforme à leurs besoins et à leur identité culturelle.

Au chapitre de la coopération avec le système des Nations Unies, M. M'Bow a rendu compte des récentes sessions du Comité administratif de coordination, d'une réunion inter-organisations convoquée à l'initiative du PNUD et enfin de la célébration, par l'Unesco, de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

Abordant la coopération avec les ONG, le Directeur général a mentionné la Consultation collective des ONG de jeunesse qui a réuni au Siège, du 5 au 7 décembre 1983, les représentants de 55 de ces organisations, ainsi que la septième réunion du Comité permanent des ONG, qui s'est tenue du 13 au 17 février dernier.

En ce qui concerne les questions relatives au Siège, le Directeur général a informé le Conseil que le Comité du Siège a constitué son bureau et élu à sa présidence Mme Josefa María Prado, ambassadeur, délégué permanent du Panama.

Il a évoqué l'incendie criminel, qui a endommagé le 21 mars dernier 75 bureaux dans une aile du bâtiment Fontenoy.

Après avoir annoncé que les nouveaux locaux du Bureau international de l'éducation à Genève seraient achevés à la fin du mois de mai ou au début du mois de juin, M. M'Bow a demandé l'approbation du Conseil pour signer un acte de renonciation en faveur de l'Unicef, au legs de M. Edward H. Thomas, attribué par erreur à l'Unesco.

Le Directeur général a conclu son rapport oral en rendant compte des différentes missions qu'il a effectuées dans les Etats membres suivants: Koweït, Népal, Inde, Thaïlande, Tunisie, Jamahiriya arabe libyenne, Espagne (Barcelone), Maroc, Nigéria, Niger, France (Lille, Mont-Saint-Michel), Yougoslavie, Guinée, Etats-Unis d'Amérique et Royaume-Uni, et auprès du Saint-Siège.

Le débat

Quarante-trois membres ou suppléants de membres du Conseil, ainsi que le Président de la Conférence générale, ont pris la parole à l'occasion du débat sur le rapport oral, qui s'est déroulé les 10 et 11 mai. Ils ont réaffirmé la solidarité des Etats membres face aux campagnes de dénigrement dont l'Organisation a fait l'objet au cours de ces derniers mois.

En réponse aux suggestions du Directeur général, le Conseil a apporté son soutien à la proposition de lancer un appel à la communauté internationale en faveur de Madagascar et a approuvé la renonciation au legs de M. Edward H. Thomas au profit de l'Unicef.

Bank. Following these communications, the Director-General sent a telegram to the Israeli Minister of Foreign Affairs on 9 April in which he reiterated the international community's concern that the people of the occupied Arab territories enjoy the same rights as all other peoples to an education adapted to their needs and to their cultural identity.

As to co-operation with the United Nations system, Mr M'Bow gave an account of the recent sessions of the Administrative Committee on Co-ordination, the consultative inter-agency meeting convened at the initiative of UNDP and the celebration of the International Day for the Elimination of Racial Discrimination.

Concerning co-operation with NGOs, the Director-General referred to the Collective Consultation of Youth NGOs, which was held at Headquarters from 5 to 7 December 1983 and attended by representatives of 55 of these organizations, as well as the seventh meeting of the NGO Standing Committee held from 13 to 17 February.

Turning to questions concerning Headquarters, the Director-General informed the Board that the Headquarters Committee had constituted its bureau and elected Mrs Josefa María Prado, Ambassador, permanent delegate of Panama, as Chairman.

He spoke about the deliberate fire which damaged 75 offices in one of the wings of the Fontenoy building on 21 March.

Mr M'Bow announced that work on the new premises of the International Bureau of Education in Geneva will be completed by the end of May or the beginning of June. He then asked the Board to approve his signing a deed of renunciation of the bequest of Mr Edward H. Thomas, which had been made to Unesco by mistake.

The Director-General concluded his oral report by giving an account of his various missions to the following Member States: Kuwait, Nepal, India, Thailand, Tunisia, Libyan Arab Jamahiriya, Spain (Barcelona), Morocco, Nigeria, Niger, France (Lille, Mont-Saint-Michel), Yugoslavia, Guinea, United States of America and the United Kingdom, as well as his mission to the Holy See.

The debate

Forty-three members of the Executive Board or their deputies and the President of the General Conference spoke during the debate which followed the oral report on 10 and 11 May. They reaffirmed the solidarity of the Member States in the face of the campaigns of denigration to which the Organization had been subjected over the past few months.

Responding to the suggestions of the Director-General, the Board expressed support for his proposal to launch an appeal to the international community on behalf of Madagascar, and approved the renouncement of the bequest of Mr Edward H. Thomas in favour of Unicef.



Plusieurs membres se sont référés dans leurs interventions à des activités exécutées au titre de l'exercice 1981-1983 ou dans le cadre du Programme et budget pour 1984-1985, mais c'est vers le nouveau Projet de programme et de budget pour 1986-1987 que la plupart des observations, des propositions et des recommandations ont convergé.

Les dispositions que le Directeur général envisage de prendre en vue de renforcer et d'améliorer l'action de l'Organisation ont fait l'objet d'une approbation unanime de la part des membres du Conseil. Ces derniers ont salué comme positives les mesures proposées par le Directeur général, et relatives aux structures du Secrétariat, au personnel, aux techniques budgétaires, à l'évaluation et à l'information du public.

De nombreux membres du Conseil ont tenu à souligner que les réformes envisagées devraient se faire dans le respect scrupuleux de l'Acte constitutif de l'Unesco et dans la fidélité aux décisions et engagements pris par la Conférence générale, c'est-à-dire sans remettre en cause les principes qui sont à la base de la création et du fonctionnement de l'Organisation.

Certains d'entre eux ont rappelé que les propositions de changement ou de réajustement qui sont aujourd'hui à l'étude constituaient l'aboutissement d'un processus engagé de longue date et auquel le Conseil a été, à maintes reprises, associé.

De nombreuses interventions ont souligné la nécessité de faciliter la mise en oeuvre de l'approche interdisciplinaire qui caractérise le nouveau Plan à moyen terme et les nouveaux programmes bien-naux, le principal défi qui est posé à l'Organisation – a estimé l'un d'entre eux – étant de pouvoir s'adapter à la pluridisciplinarité, devenue la condition de tout progrès intellectuel dans le monde d'aujourd'hui.

Nombre de membres du Conseil ont rappelé que l'évaluation constituait un élément essentiel du processus de planification, de programmation et de budgétisation; ils se sont félicités des dispositions que le Directeur général compte prendre en la matière.

Evoquant la question de la décentralisation, plusieurs membres ont mis l'accent sur le haut degré de priorité qu'elle revêtait. Ils ont insisté toutefois sur les limites à observer, à la fois pour préserver l'universalité des programmes de l'Unesco et pour ne pas compromettre l'efficacité de son action.

De nombreux membres du Conseil ont par ailleurs estimé que tous les efforts devraient être faits pour accroître l'efficacité des services d'information du public en vue de mieux faire connaître le rôle de l'Unesco sur le plan national et international et d'améliorer son image de marque. D'autres ont tenu à faire remarquer cependant que l'action de l'Office de l'information du public s'était caractérisée aux cours des derniers mois par une efficacité méritoire. Certaines interventions ont enfin insisté sur la responsabilité majeure qui incombe à cet effet aux commissions nationales, aux organisations non gouvernementales et aux Etats membres eux-mêmes.

Several members referred in their speeches to the activities carried out in the 1981-1983 triennium and under the Programme and Budget for 1984-1985, but it was toward the new Draft Programme and Budget for 1986-1987 that most of the observations, proposals and recommendations were directed.

The measures that the Director-General intended to take with a view to improving and strengthening the work of the Organization met with the unanimous approval of the members of the Board. They welcomed as positive the measures proposed by the Director-General, which relate to the structure of the Secretariat, personnel questions, budgetary techniques, evaluation and public information.

Many members of the Board emphasized that in carrying out the planned reforms, scrupulous respect for Unesco's Constitution and faithful adherence to the decisions and undertakings of the General Conference should be observed, that is, without jeopardizing the principles underlying the creation and functioning of the Organization.

Some of them pointed out that the proposals for change and readjustment currently under consideration were the culmination of a lengthy process with which the Board had on many occasions been associated.

A large number of speakers stressed the need to facilitate implementation of the interdisciplinary approach which characterized the new Medium-Term Plan and the new biennial programmes. One of them considered that learning to adapt to multidisciplinary, which had become the precondition for any intellectual progress in the world today, was the main challenge facing the Organization.

Several Board members pointed out that evaluation was a vital element in the planning, programming and budgeting process; they welcomed the steps that the Director-General planned to take in this area.

Referring to the question of decentralization, many members gave it high priority. They noted, however, that there were certain limits to be observed, both to preserve the universality of Unesco's programmes and to avoid undermining the effectiveness of its work.

In addition, many members of the Board were of the view that every effort should be made to increase the efficiency of public information services in order to make the role of Unesco better known nationally and internationally and to improve its "brand image". Others pointed out however that the work of the Office of Public Information had been marked in the past few months by a laudable efficiency. Some speakers laid emphasis on the major responsibility devolving in this connection on the National Commissions, non-governmental organizations and the Member States themselves.



Réponse du Directeur général

Prenant la parole le 16 mai pour répondre au débat qui a suivi son rapport oral, le Directeur général s'est félicité du climat de compréhension, de franchise et de confiance qui a marqué les interventions des membres du Conseil.

Il a souligné que les campagnes de dénigrement systématique, voire d'attaques pernicieuses dont l'Organisation — parfois dans la personne même de son Directeur général — avait fait l'objet au cours de ces derniers mois, reposaient le plus souvent sur l'ignorance, les préjugés ou les malentendus. Il a exprimé l'espoir que le climat d'objectivité et de sérénité qui a animé le début des travaux du Conseil porte à l'opinion publique le message de l'Unesco, celui de tolérance, de compréhension mutuelle et de solidarité.

Le Directeur général a réitéré son intention de poursuivre avec le Conseil un dialogue franc et constructif sur tous les problèmes que peut poser le fonctionnement de l'Organisation et sur la recherche des moyens qui sont les plus appropriés à l'accomplissement de ses missions.

Il a précisé que les cinq groupes de travail dont il a annoncé la création devraient commencer à fonctionner le plus tôt possible, au début du mois de juin, dès qu'un mandat précis aura été établi pour chacun d'entre eux. Le Directeur général compte ainsi être en mesure de faire rapport au Conseil exécutif, à sa 120^e session sur les premiers résultats des travaux de ces groupes et sur les mesures prises pour leur donner suite — qu'il s'agisse de décisions relevant de sa propre responsabilité ou de dispositions qui devront être soumises à l'examen du Conseil exécutif ou à l'approbation de la Conférence générale.

Evoquant la question de la décentralisation, M. M'Bow a souligné qu'il ne pensait pas que le renforcement de celle-ci doive se faire au détriment de l'équilibre institutionnel de l'Unesco ni de sa vocation propre. Il convient, a-t-il précisé à cet égard, de considérer la décentralisation comme l'une des modalités qui doivent permettre à l'Organisation d'accroître l'efficacité de son action et d'améliorer sa capacité de réponse aux aspirations et aux besoins des Etats membres.

L'objet de l'examen critique du programme, a indiqué le Directeur général, est d'accroître la concentration du programme et d'identifier des priorités, sans mettre pour autant en cause le cadre conceptuel du Plan à moyen terme. Cette analyse portera, bien sûr, sur le programme pour 1984-1985 mais elle contribuera surtout à la préparation du Projet de programme et de budget pour 1986-1987 (23 C/5).

Après avoir mis l'accent sur le rôle joué par les organisations non gouvernementales dans l'information du public et dans la diffusion des idéaux et objectifs de l'Unesco, le Directeur général a souligné que, dans le cadre du Plan à moyen terme pour 1984-1989, qui demeure une référence

Director-General's reply

Replying on 16 May to the debate which followed his oral report, the Director-General expressed his satisfaction with the climate of understanding, frankness and trust which marked the speeches of the Board members.

He stressed that the campaigns of systematic denigration, and even pernicious attacks, to which the Organization — sometimes in the very person of its Director-General — had been subjected over the past few months were mostly based on ignorance, prejudice or misunderstanding. He hoped that the atmosphere of objectivity and calm which had prevailed over the beginning of the Board's work would convey to public opinion the message of Unesco, a message of tolerance, mutual understanding and solidarity.

The Director-General reaffirmed his intention to pursue a frank and constructive dialogue with the Board on all the problems that may arise in the functioning of the Organization and on the search for the most appropriate ways of accomplishing its tasks.

He pointed out that the five working groups which he had announced would be set up should become operational as soon as possible after the end of the session, once the terms of reference of each group had been established. The Director-General estimated that he would be able to report to the 120th session of the Executive Board on the initial results of the work of these groups and on follow-up measures taken — whether they be decisions to be taken on his own responsibility or measures which must be submitted for consideration by the Executive Board or the approval of the General Conference.

Regarding the question of decentralization, Mr M'Bow said he did not think that increasing it should be sought at the expense of Unesco's institutional balance or specific mission. He pointed out that decentralization should rather be considered as one of the means of increasing the Organization's efficiency and enhancing its capacity to respond to the aspirations and needs of Member States.

The Director-General indicated that the object of the critical examination of the programme was to increase the latter's concentration and to identify priorities, without, however, calling in question the conceptual framework of the Medium-Term Plan. This analysis will of course cover the programme for 1984-1985, but it will above all help in the preparation of the Draft Programme and Budget for 1986-1987 (23 C/5).

Mr M'Bow highlighted the role played by non-governmental organizations in public information and in disseminating the ideals and objectives of Unesco. He then stressed that, in the general framework of the Medium-Term Plan for 1984-1989, which remained a common and unchallenged

(Suite page 12)

(Continued page 12)



Réunions prochaines Forthcoming meetings

Au Siège

Du 4 au 6 juin, forum scientifique sur *la chimie au service de l'homme: l'électrochimie dans la recherche et le développement*. Principaux points inscrits à l'ordre du jour: la conversion et le stockage de l'énergie solaire; la détection et l'élimination des agents polluants; les composants obtenus par des méthodes électrochimiques. Une session ouverte au public doit clôturer cette rencontre.

Du 4 au 7 juin, le *Bureau du Comité du patrimoine mondial* doit tenir sa *huitième session*. Principaux points de l'ordre du jour: rapport sur les activités entreprises depuis la septième session du comité (Florence, décembre 1983); listes indicatives de biens culturels et naturels reçues depuis cette session; propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial et sur celle du patrimoine mondial en péril; situation du Fonds du patrimoine mondial et demandes de coopération technique.

Du 4 au 8 juin, *19e conférence des ONG*. Principaux points prévus à l'ordre du jour: coopération entre les ONG en ce qui concerne les objectifs de l'Unesco; consultation collective avec le Directeur général; examen des décisions prises par la vingt-deuxième session de la Conférence générale et par le Conseil exécutif; adoption des modifications apportées au règlement intérieur; questions financières.

Du 5 au 8 juin, réunion d'experts pour examiner les modalités de préparation et de publication des *Essais sur l'histoire des cultures slaves*.

Hors Siège

Du 28 au 30 mai, à l'Abbaye de Royaumont (Oise, France), séminaire sur *les chantiers de jeunes bénévoles pour la sauvegarde du patrimoine*, organisé sous contrat avec le Conseil international des monuments et des sites. Principaux points inscrits à l'ordre du jour: définition des conditions et règles pour la mise en place d'un chantier; propositions pour l'amélioration du réseau existant des chantiers.

Du 28 mai au 2 juin, à Sofia, quatrième réunion consultative du *groupe de coordination du Programme de coopération en matière de recherche et de développement de l'innovation éducative dans l'Europe du Sud-Est (CODIESEE)*. Principaux points de l'ordre du jour: revue et évaluation des activités du programme en cours, ainsi que du fonctionnement du mécanisme; exécution du programme de coopération de juin 1984 à juin 1986; orientation future du programme; coopération inter-réseaux.

At Headquarters

From 4 to 6 June, scientific forum on *chemistry in the service of mankind: electrochemistry in research and development*. Among the items on the agenda: solar energy conversion and storage; detection and elimination of pollutants; compounds obtained by electrochemical methods. The forum will close with a public session.

From 4 to 7 June, *eighth ordinary session* of the *Bureau of the World Heritage Committee*. Main items on the provisional agenda: report on activities undertaken since the committee's seventh session (Florence, December 1983); tentative lists of cultural and natural properties received since that session; nominations to the World Heritage List and to the List of World Heritage in Danger; situation of the World Heritage Fund and requests for technical co-operation.

From 4 to 8 June, *19th Conference of NGOs*. Among the items proposed for discussion: co-operation among NGOs concerning the objectives of Unesco; collective consultation with the Director-General; examination of the decisions taken by the twenty-second session of the General Conference and by the Executive Board; adoption of modifications concerning internal regulations; financial questions.

From 5 to 8 June, meeting of experts to examine procedures for the preparation and publication of the *Essays on the History of Slav Cultures*.

Away from Headquarters

From 28 to 30 May, in Abbaye de Royaumont (Oise, France), seminar on *voluntary youth work camps for the conservation of the cultural heritage*, organized under contract with the International Council on Monuments and Sites. Principal items on the provisional agenda: conditions and rules for setting up a work camp; proposals for improving the existing network of camps.

From 28 May to 2 June, in Sofia, fourth consultative meeting of the *Co-ordination Group of the Programme of Co-operation in Research and Development for Educational Innovation in South-East Europe (CODIESEE)*. Among the items on the agenda: review and evaluation of the programme's activities since the previous meeting; review of the functioning of the mechanism; execution of the co-operative programme from June 1984 to June 1986; future orientation of the CODIESEE; inter-network co-operation.

Fundação Cuidar o Futuro



Du 31 mai au 2 juin, à Lima, le *Groupe de travail mixte COI/OMM/CPPS* (Commission océanographique intergouvernementale/Organisation météorologique mondiale/Commission permanente du Pacifique Sud) pour l'étude du phénomène "El Niño" tiendra sa quatrième session. Principaux points prévus à l'ordre du jour: études mondiales applicables à la région sud-est du Pacifique; besoins des activités en cours ou à venir; préparation du colloque international sur le phénomène "El Niño", prévu en 1985 à Guayaquil (Equateur).

Du 4 au 8 Juin, à Bogota, réunion régionale sur la *co-production de matériel de lecture en Braille pour l'Amérique latine*, organisée sous contrat avec le Centre régional pour la promotion du livre en Amérique latine et dans les Caraïbes (CERLAL).

Du 4 au 8 juin, à Genève, au siège de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), *Groupe d'experts sur la reproduction privée non autorisée d'enregistrements, d'émissions et de documents imprimés*.

Du 4 au 9 juin, à Lisbonne, dans le cadre de la COI, le *Comité de travail pour la formation, l'enseignement et l'assistance mutuelle dans le domaine des sciences de la mer* (TEMA) doit tenir sa quatrième session. Principaux points prévus à l'ordre du jour: plan d'ensemble pour un grand programme d'assistance destiné à renforcer les infrastructures des pays en développement, activités TEMA des programmes mondiaux et régionaux de la COI; optimisation des utilisations des navires océanographiques, transfert des connaissances et des techniques dans le cadre du nouveau régime des océans; amélioration de l'enseignement des sciences de la mer et du génie océanique au niveau universitaire; programme d'assistance volontaire de la COI; rôle des institutions membre du CIPSPRO (Comité inter-sécrétariats pour les programmes scientifiques se rapportant à l'océanographie) dans les activités TEMA; directives sur le programme et budget pour 1986-1987.

Du 5 au 8 juin, à Hammamet (Tunisie), réunion d'experts sur la *mise au point d'un plan d'action pour la connaissance et la promotion des cultures méditerranéennes*. Ordre du jour provisoire: relations et communication interculturelles en Méditerranée (unité et diversité dans les traditions culturelles; études détaillées des divers domaines de la création et de l'activité culturelles); action en matière de coopération culturelle.

From 31 May to 2 June, in Lima, *fourth session of the Joint IOC/WMO/CPPS* (Intergovernmental Oceanographic Commission/World Meteorological Organization/Permanent Commission for the South Pacific) *Working Group on the Investigations of "El Niño"*. Among the items proposed for discussion: global investigations particularly relevant to the South-East Pacific region; requirements for ongoing and planned activities; preparations for the international symposium on "El Niño" scheduled to take place in Guayaquil (Ecuador) in 1985.

From 4 to 8 June, in Bogota, regional meeting on the *co-production of reading material in Braille for Latin America*, organized under contract with the Regional Centre for Book Development in Latin America and the Caribbean (CERLAL).

From 4 to 8 June, at the headquarters of the World Intellectual Property Organization (WIPO) in Geneva, meeting of a *group of experts to consider questions relating to the unauthorized private copying of recordings, broadcasts and printed matter*.

From 4 to 9 June, in Lisbon, in the framework of the IOC, *fourth session of the Working Committee for Training, Education and Mutual Assistance in the Marine Sciences* (TEMA). Principal items on the provisional agenda: comprehensive plan for a major assistance programme to enhance the capabilities of developing countries in the marine sciences; TEMA components of global and regional IOC programmes; optimization of the uses of oceanographic research vessels; transfer of knowledge and technology in the context of the new ocean regime; improving university education in marine science and ocean engineering; IOC Voluntary Assistance Programme; role of ICSPRO agencies (Inter-Secretariat Committee on Scientific Programmes Relating to Oceanography) in TEMA activities; guidelines for the programme and budget for 1986-1987.

From 5 to 8 June, in Hammamet (Tunisia), meeting of experts on the *development of a plan of action for the knowledge and the promotion of Mediterranean cultures*. Topics proposed on the agenda: intercultural relations and communication in the Mediterranean (unity and diversity in cultural traditions, detailed studies in various fields of cultural creation and activity); action in the field of cultural co-operation.

Tous les textes publiés dans *Les nouvelles de l'Unesco* peuvent être librement reproduits. Prière d'indiquer "Reproduit des *Nouvelles de l'Unesco*", en précisant la date du numéro, et d'envoyer trois exemplaires justificatifs à l'Office de l'information du public, Unesco, 7 Place de Fontenoy, 75700 Paris (France).

All material appearing in *Unesco News* may be reprinted. The credit line should read "Reprinted from *Unesco News*" specifying date of issue; three voucher copies should be sent to the Office of Public Information, Unesco, 7 Place de Fontenoy, 75700 Paris (France).



Événements récents Recent events

Réunion Unesco/ALECSO

Un groupe de travail conjoint Unesco/ALECSO (Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences) s'est réuni au Siège du 18 au 20 avril en vue d'examiner les modalités pratiques de coopération entre les deux organisations.

A l'issue des travaux, la réunion a élaboré un programme de coopération pour l'exercice en cours et les modalités de cette coopération dans différents domaines de compétence des deux organisations en ce qui concerne la région arabe.

Adopté en séance plénière le 19 avril, le rapport final souligne que les deux parties sont d'accord pour procéder à des consultations portant sur la conception, la planification et l'exécution des programmes ayant trait à la région arabe.

Le rapport final prévoit également: des réunions périodiques entre les deux Directeurs généraux en vue d'examiner les orientations générales des modalités de coopération; une réunion biennale inter-secrétariat, qui sera chargée d'examiner le programme détaillé de la coopération pour l'exercice biennal; la création d'un groupe de travail qui devra notamment suivre l'exécution du programme biennal de coopération et préparer toute proposition éventuelle en vue du renforcement de la coopération entre les deux organisations.

Le Directeur général et M. Mohieddine Saber, Directeur général de l'ALECSO, ont participé à la séance de clôture.

Unesco/ALECSO meeting

A joint Unesco/ALECSO (Arab Educational, Cultural and Scientific Organization) Working Group met at Headquarters from 18 to 20 April to examine practical methods of co-operation between the two organizations.

At the end of its deliberations, the group worked out a co-operation programme for the current biennium and modalities of that co-operation in the two organizations' fields of competence relating to the Arab region.

Adopted in plenary session on 19 April, the final report emphasizes the two parties' agreement to conduct consultations concerning the design, planning and execution of programmes concerning the Arab region.

Other arrangements foreseen in the final report include: periodic meetings between the two Directors-General to examine the general lines of emphasis of co-operation; a two-yearly inter-secretariat meeting, which will have the task of examining the detailed programme of co-operation for the biennium; the creation of a working group to supervise the execution of the biennial co-operation programme and prepare any proposals likely to strengthen co-operation between the two organizations.

The Director-General and Mr Mohieddine Saber, Director-General of ALECSO, took part in the closing session.

Programme international pour le développement de la communication

Au cours de sa cinquième session qui s'est tenue au Siège du 3 au 9 mai, le Conseil intergouvernemental du Programme international pour le développement de la communication (PIDC) a examiné 81 projets et a décidé d'en approuver 76. Treize d'entre eux sont des prolongations de projets en cours d'exécution; 63 sont de nouveaux projets nationaux, régionaux ou interrégionaux.

Le Conseil a décidé de financer, tout au moins en partie, 42 des 76 projets approuvés et a consacré à cet effet un montant de 1.888.000 dollars.

Destinés à promouvoir la création ou le renforcement des infrastructures nécessaires aux différents secteurs de la communication ainsi que la formation d'un personnel qualifié, ces projets sont répartis dans toutes les régions en développement. Parmi eux, on peut citer le programme de formation de l'Agence panafricaine d'information (PANA - 100.000 dollars), l'Institut de développement de la radiodiffusion pour l'Asie et le Pacifique (80.000 dollars), la création d'un Centre d'évaluation des technologies de la communication en Amérique latine (55.000 dollars), le développement de la presse rurale au Bangladesh (70.000 dollars), la création d'un département de communication à l'université de Sana'a (Yémen - 60.000 dollars).

Les 35 Etats membres du Conseil étaient présents à la réunion ainsi que les représentants de 37 autres Etats membres de l'Unesco venus en qualité d'observateur.

International Programme for the Development of Communication

At its fifth session held at Headquarters from 3 to 9 May, the Intergovernmental Council of the International Programme for the Development of Communication (IPDC) examined 81 projects, of which it approved 76. Thirteen of them are extensions of projects under way, and 63 are new national, regional or interregional projects.

The Council decided to finance, at least partially, 42 of the 76 projects approved for a total of 1,888,000 dollars.

Spread over all the developing regions, the projects are intended to encourage the creation or the strengthening of infrastructures needed in the various sectors of communication, as well as the training of qualified staff. Among these projects are the training programme of the Pan-African News Agency (PANA - 100,000 dollars), the Asia-Pacific Institute for Broadcasting Development (80,000 dollars), the creation of a communication technologies evaluation centre for Latin America (55,000 dollars), the development of the rural press in Bangladesh (70,000 dollars), the development of the rural press in Bangladesh (70,000 dollars), and the establishment of a department of communication at the University of San'aa (Yemen - 60,000 dollars).

The session was attended by the 35 Member States on the Council as well as observers from 37 other Member States.



commune et incontestée, le nouveau programme et budget serait marqué de manière déterminante par les idées qui se seront dégagées de l'actuelle session du Conseil.

En conclusion, M. M'Bow a indiqué que le Conseil avait montré la voie qu'il conviendrait de suivre: celle de la sagesse. "La sagesse, en effet, a-t-il dit, nous est aujourd'hui plus nécessaire que jamais - une sagesse faite de lucidité, de franchise, et de la conscience de notre nécessaire solidarité; elle est la meilleure garantie de l'union autour des idéaux et des buts communs de l'humanité, dans le dépassement des oppositions qui peuvent diviser."

point of reference, the new programme and budget will be marked decisively by the ideas that emerged at the current session of the Board.

In conclusion, Mr M'Bow said that the Board had indicated the path which should be followed: that of wisdom. "Wisdom", he declared, "is indeed what we need today more than ever - a wisdom made up of clear-sightedness, frankness and awareness of our much-needed solidarity; it is the best guarantee of unity around the common ideals and aims of mankind, transcending potentially divisive differences of opinion."



Sommaire

<i>Au Conseil exécutif:</i>	1
<i>Rapport oral du Directeur général</i>	
<i>débat et réponse du</i>	
<i>Directeur général</i>	
<i>Réunions prochaines</i>	9
<i>Evénements récents</i>	11
<i>Réunion Unesco/ALECSO</i>	
<i>Programme international pour le</i>	
<i>développement de la communication</i>	

Contents

<i>At the Executive Board:</i>	1
<i>Oral report of the Director-General,</i>	
<i>debate and Director-General's</i>	
<i>reply</i>	
<i>Forthcoming meetings</i>	9
<i>Recent events</i>	11
<i>Unesco/ALECSO Meeting</i>	
<i>International Programme for the</i>	
<i>Development of Communication</i>	

